

## VISITES DES LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ LOCAUX DE GARDE A VUE ET DE RETENUE DOUANIERE

### Rapport de visite concernant :

Type d'établissement : (Nom de l'établissement, adresse et coordonnées)

- Commissariat de : TOURNEFEUILLE (31170 – 15 Bd Vincent Auriol)
- Gendarmerie de :
- Locaux de retenue douanière de :

#### Rappel du Cadre légal

Article 719 du code de procédure pénale : « (...) les bâtonniers sur leur ressort ou leur délégué spécialement désigné au sein du conseil de l'ordre sont **autorisés à visiter à tout moment les locaux de garde à vue, les locaux des retenues douanières** définies à l'article 323-1 du code des douanes ... »

L'article 63-5 du code de procédure pénale : « La garde à vue doit s'exécuter dans des **conditions assurant le respect de la dignité de la personne**. Seules peuvent être imposées à la personne gardée à vue les mesures de sécurité strictement nécessaires. »

Pour les locaux de retenue douanière : article 60 et 323 à 323-10 du Code des Douanes.

\* \* \*

**Date de la visite** : 13 novembre 2023 – (Date de la visite précédente : ..... /.....)  
Heures de visite : DÉBUT : 10h35 FIN : 12H05

**Visite effectuée par** (nom et qualité des membres de l'équipe de visite) : **Pierre DUNAC, Ancien Bâtonnier, membre du Conseil de l'Ordre délégué aux visites des lieux de Privation de Liberté**

Indiquez le nombre total de personnes présentes à la visite : **1**

**Avez-vous prévenu de votre visite ?**  OUI  NON

Nom de la personne en charge de l'établissement :

Commandant Paul MERAULT

Nom de l'adjoint ou des adjoints : /

Nom et grade de la ou des personnes qui vous accompagnent au cours de la visite :  
Commandant Paul MERAULT

## I- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE LIEU VISITÉ

(À demander lors de votre arrivée)

➤ **Consultation du registre de garde à vue**

*(Il est indispensable de le demander, ce registre contient un grand nombre d'informations)*

**Avez-vous pu le consulter :**                     OUI    NON

**Votre visite a-t-elle été notifiée sur le registre de garde à vue :**    OUI    NON

- *En revanche ma visite inscrite sur le registre des entrées à l'accueil*

➤ **Capacité maximale de personnes gardées à vue :**

○ **Nombre de cellules individuelles :**

○ **Nombre de cellules collectives : 4**

▪ **Capacité maximale des cellules collectives : 2**

➤ **Moyenne du nombre de mesures de garde à vue par an : 4 à 5 par jour soit environ 1700 par an**

➤ **Nombre de garde à vue en cours le jour de la visite : 2**

*(par catégories : majeur/ mineur – homme/femme - nationalité)*

2 hommes majeurs – un de nationalité française, un de nationalité algérienne

➤ **Structure de l'établissement selon les personnes vous accueillant :**

- *Description des bâtiments (nombre de bâtiments, date de construction, état, entretien, conditions de sécurité, accessibilité).*

Il s'agit de locaux appartenant à la mairie de construction récente accueillant un effectif de 80 personnels

- *Description des cellules et des locaux communs :*

4 cellules de GAV de 2 personnes maximum – Toutes les cellules sont sous vidéosurveillance – Elles comportent une seule banquette avec un matelas, des toilettes séparées par un muret et un point d'eau.

Le Commandant me précise que sauf exception très rare les personnes en GAV ne passent pas la nuit sur place et sont déplacées sur le commissariat de Bellefontaine pour dormir.

## II- ENTRAVES AU DROIT DE VISITE

### Éventuelles entraves au droit de visite :

Refus de visite ?  OUI  NON

Non accès à certaines geôles ?  OUI  NON

Interdiction du téléphone portable, équipements connectés et appareil photographique pour le bâtonnier ou son délégué ?  OUI  NON

- **En cas d'entraves, veuillez préciser les difficultés auxquelles vous avez été confronté :**

Néant

- **S'il n'y a pas eu d'entrave, comment s'est passé l'accueil ? Quelle est l'organisation du service ? Avec quel membre du personnel avez-vous effectué la visite ? (OPJ, commissaire...)**

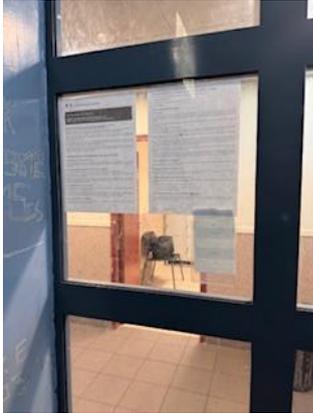
Accueil courtois, coopératif.

### III- ACCES AU DROIT ET CONFIDENTIALITÉ

#### 1. CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'AVOCAT ET DU MEDECIN

- Un formulaire expliquant leurs droits en vue de la notification des droits est-il mis à disposition des personnes gardées à vue ?

OUI  NON



*Pour l'avocat :*

- Existe-t-il un ou plusieurs locaux dédiés aux entretiens avec l'avocat ?

OUI  NON

Si oui, combien de locaux dédiés : 1



- Les locaux dédiés sont-ils suffisamment dimensionnés pour permettre un entretien avocat-client, le cas échéant, avec un interprète ?

OUI  NON

- Le local est-il suffisamment propre ? (Effritement des murs, odeurs pestilentielles, saleté des sièges, etc...)

OUI  NON

- **Le local est-il suffisamment isolé pour garantir le respect de la confidentialité de l'entretien ?**

OUI  NON

*Pour le médecin :*

- Existe-t-il un ou plusieurs locaux dédiés aux entretiens avec le médecin ?

OUI  NON

Si oui, combien de locaux dédiés : 1 (le même que le local dédié aux entretiens Avocat)

- Le local dédié au médecin dispose-t-il d'une table d'auscultation ?

OUI  NON



- **Le local permet-il l'examen médical à l'abri du regard et de toute écoute extérieurs permettant le respect de la dignité et du secret professionnel ?**

OUI  NON

- En cas de blessures, les pompiers/le SAMU sont-ils appelés ?

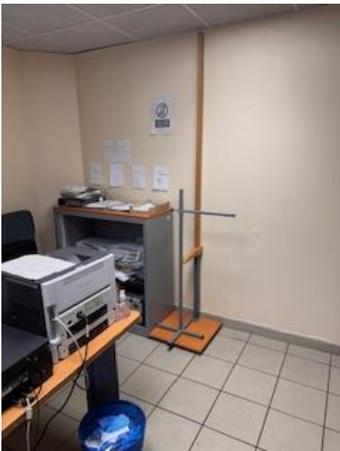
OUI  NON

Quel service est appelé le plus souvent ? : le SAMU

## **2. LOCAL DE SIGNALISATION, ETHYLOMETRIE, FOUILLES**

- Le local est-il suffisamment propre ?

OUI  NON



- Présence d'un affichage sur les finalités du fichage et les possibilités de consultation ou d'effacement ?

OUI  NON



- Un inventaire contradictoire des objets possédés est-il réalisé ?

OUI  NON

- Les objets précieux sont-ils placés dans une armoire forte ?

OUI  NON



### 3. VIDEOSURVEILLANCE

Existe-t-il un système de vidéosurveillance dans la cellule de garde à vue ?

OUI  NON



**SI OUI :**

▪ **Modalités de la vidéosurveillance :**

- L'emplacement des caméras est-il visible ?       OUI  NON
  
- La cellule dispose-t-elle d'un pare-feu garantissant l'intimité de la personne tout en permettant la restitution d'images opacifiées ?       OUI  NON



▪ **Consultation du registre des systèmes de vidéosurveillance, qui doit préciser, y compris en temps réel (case à cocher) :**

- L'identité des personnes qui ont fait l'objet d'un placement sous vidéosurveillance
- La durée des enregistrements réalisés
- Les personnes ayant visionné les images (L256-4 al.3 du Code de la sécurité intérieure)

▪ **RECOURS A LA VIDEOSURVEILLANCE ET LES DROITS Y AFFERANT :**

**Observations :**

*La vidéosurveillance est systématique et permanente. Les caméras installées dans les cellules sont reliées au poste de surveillance qui se trouve dans une pièce à l'arrière de l'accueil du commissariat.*

*Selon le Commandant les images aux fins de production en procédure sont obtenues sur réquisition*

*L'intégralité du suivi est mentionnée sur un registre papier et un registre réseau qui ne donne accès uniquement qu'aux GAV en cours et non pas au GAV terminées.*

*En revanche, le commissariat central n'enregistre pas sur ce logiciel en réseau l'inventaire des fouilles et ne procède qu'à un inventaire papier qui doit donc être refait lorsque les personnes sont transférées sur un autre commissariat du ressort*



*Vues du poste de surveillance*

**POINTS à VÉRIFIER si au moment de la visite une personne gardée à vue fait l'objet d'une vidéosurveillance :**

***Points sans objet en l'espèce compte-tenu de la vidéosurveillance systématique et permanente***

- Qui a décidé de la mesure ? :
  - Le chef de sécurité du lieu :  OUI  NON
  - Son représentant :  OUI  NON
  
- Pour quel motif ? : (L.256-2 al.1<sup>er</sup> CSI)
  - Raisons sérieuses de penser que la personne pourrait tenter de s'évader ?  OUI  NON
  - Raisons sérieuses de penser que la personne pourrait représenter une menace pour lui-même ou pour autrui ?  OUI  NON
  
- L'autorité judiciaire compétente sous le contrôle de laquelle s'exerce la garde à vue a-t-elle été informée de la mesure (L.256-2 al.3 CSI) ?  
 OUI  NON

- La vidéosurveillance est-elle effectivement limitée à 24 heures (L.256-2 al.2 CSI) ?  
 OUI  NON
  
- Si la vidéosurveillance a été prolongée au-delà de 24 heures, l'autorité compétente a-t-elle donné son accord (L.256-2 al.4 CSI) ?  
 OUI  NON
  
- La décision de placement sous vidéosurveillance est-elle notifiée à la personne concernée (L.256-2 al.5 CSI) ?  
 OUI  NON
  
- La personne peut-elle, à tout moment, demander à l'autorité judiciaire compétente qu'il soit mis fin à la mesure de placement sous vidéosurveillance (L.256-2 al.5 CSI) ?  
 OUI  NON
  
- Si la personne gardée à vue est un mineur ou bénéficie d'une mesure de protection juridique, la mesure de vidéosurveillance a-t-elle été portée à la connaissance :
  - Des parents, du curateur ou du tuteur
  - De l'avocat ou du gardé à vue
  - Personne n'a été prévenu

## IV- CONDITIONS INDIGNES DE DÉTENTION RELEVÉES

### 1. CONDITIONS MATERIELLES CONSTATÉES :

- **Nombre de personnes en cellule :** 1
- **Nombre de personnes en cellule de dégrisement :** il n'y a pas de cellule de dégrisement dédiée
- **Si la cellule est individuelle,** la superficie est-elle d'au moins **de 7m<sup>2</sup>** ?  
 OUI  NON
- **Si la cellule est collective,** la superficie est-elle d'au moins **12m<sup>2</sup>** ?  
 OUI  NON

Les cellules sont d'environ **10m<sup>2</sup>**

- **Espaces de repos mis à disposition des GAV (case(s) à cocher) :**
  - Possibilité de s'allonger
  - Nombre de banquettes suffisantes par rapport au nombre de gardés à vue/retenus  
Non si 2 personnes dans la même cellule
  - Matelas au sol : si 2 personnes en cellule
  - Matelas pour chaque gardé à vue/retenu
  - Oreiller pour chaque gardé à vue/retenu
  - Couverture propre à usage individuel



*Vue du stock de couverture*



*vue de la cellule*

- **Point d'eau et hygiène (case(s) à cocher) :**
  - Point d'eau fonctionnel dans la cellule
  - Toilettes fonctionnelles avec muret pour préserver l'intimité
  - Toilettes sans muret pour préserver l'intimité
  - Accès à des toilettes en dehors de la cellule



(vue de la douche)

- Possibilité de prendre une douche.
- Mise à disposition de savon et serviettes propres

- **Kit d'hygiène mis à disposition des personnes en GAV :**  OUI  NON

- Des lingettes rafraichissantes
- Du dentifrice à croquer
- Masque de protection - *pas dans le Kit mais je constate la présence d'un stock de masque si besoin*
- Gel hydroalcoolique - *pas dans le kit mais en stock également*
- Serviettes hygiéniques
- + Mouchoirs et sac poubelle

- **Chauffage dans les cellules :**  OUI  NON  
Température relevée : 22°

- **Système de ventilation fonctionnel dans les cellules :**  OUI  NON

- **Les personnes peuvent-elles s'alimenter ?**  OUI  NON

- **Si oui le repas est-il servi chaud ?**  OUI  NON

- **Les éventuels interdits ou régimes alimentaires sont-ils pris en considération dans le choix du repas ?**

OUI  NON

Au moins 2 choix de repas proposés

## 2. CONDITIONS DE DÉTENTION :

- **Les mineurs et personnes vulnérables sont-elles dans les mêmes cellules que les personnes majeures ?**  OUI  NON

- **Les femmes et les hommes sont-ils dans la même cellule ?**  OUI  NON

- **Les personnes en état d'ivresse sont-elles isolées ?**  OUI  NON  
*Les cellules dédiées de dégrisement sont au Commissariat de Bellefontaine*

- **Les locaux sont-ils adaptés aux personnes handicapées ?**  OUI  NON

- **De manière générale, les conditions matérielles de détention sont-elles satisfaisantes (hygiène, propreté, respect de la personne humaine) ?**

**SATISFAISANTES**

**INDIGNES**

**3. AUTRES CONDITIONS :**

- **Avez-vous pu échanger avec une personne gardée à vue ?**  OUI  NON
  - **Si oui, a-t-elle formulé des doléances sur ses conditions de détention ?**  OUI  NON
    - **Si oui, lesquelles ? ....**
  
- **Avez-vous constaté des violences ou des mauvais traitements sur les personnes gardées à vue ?**  OUI  NON

## V- ACTIONS DU BATONNIER A L'ISSUE DE LA VISITE

**Quelles actions avez-vous ou allez-vous mener à l'issue de la visite ? (Rapport, courriers, signalements, recours...)**

Rapport transmis au Commissariat de Tournefeuille pour observations éventuelles

## VI- RELAIS A LA PRESSE LOCALE/NATIONALE

**Avez-vous contacté la presse ?**

OUI  NON

Pas spécifiquement pour cette visite

**Si oui, lien web vers l'article : \_\_\_\_\_**

## VII- CONCLUSIONS / VOS RECOMMANDATIONS

Les conditions de détention au sein de l'établissement apparaissent satisfaisantes mais la vidéosurveillance systématique et permanente dans les cellules de GAV pose difficulté en regard du respect des dispositions de l'article 256-2 du Code de sécurité intérieur.